

socialistes. Un des meilleurs auxiliaires dans cette tactique, ce sont le système budgétaire de l'Etat et les mesures d'administration générale, le système de commerce d'Etat intérieur et extérieur, la favorisation des coopératives de consommation par l'Etat, une politique de concessions strictement adaptée aux besoins de l'économie étatique, bref, *un système complet de protectionnisme socialiste*. Ces mesures supposent la dictature du prolétariat et leur champ d'action se borne par conséquent seulement au territoire de la dictature.

Les pays avec lesquels nous entrons en relations commerciales toujours plus étroites ont un système exactement opposé — le protectionnisme capitaliste, au sens le plus large du mot. Voici en quoi consiste la différence. Sur le territoire soviétique, l'économie socialiste lutte contre l'économie capitaliste en ayant l'Etat ouvrier de son côté. Sur le territoire du marché mondial, le socialisme va contre le capitalisme que protège l'Etat impérialiste. Là, ce n'est pas que la lutte de l'économie contre l'économie, mais aussi celle de la politique contre la politique. Le monopole du commerce extérieur et la politique des concessions sont des instruments puissants de la politique économique de l'Etat ouvrier. Si, par conséquent, les lois et les méthodes de l'Etat socialiste ne peuvent pas être imposées au marché mondial, les rapports de l'économie socialiste avec le marché mondial dépendent cependant, dans une certaine mesure, de la volonté de l'Etat ouvrier. Par conséquent, un système du commerce extérieur, employé d'une manière juste, prend une importance tout à fait particulière et comprend un accroissement du rôle de la politique des concessions de l'Etat ouvrier.

Il ne peut pas s'agir ici d'épuiser la question. Ces lignes cherchent seulement à l'indiquer. La question elle-même comprend deux parties. Premièrement : avec quelles méthodes et à quel degré une action « de plan » de l'Etat ouvrier est-elle capable de préserver notre économie de l'influence des fluctuations du marché capitaliste? Deuxièmement : dans quelle mesure et avec quelles méthodes l'Etat ouvrier peut-il protéger le développement futur des tendances socialistes de notre économie contre les pièges capitalistes du marché mondial?

Ces deux questions se posaient aussi dans le cadre de l'économie « fermée ». Mais elles prennent actuellement une importance amplifiée à la mesure du marché mondial. Aux deux points de vue, l'élément du plan de l'économie prend une signification incomparablement plus grande que pendant la période écoulée. Le marché nous soumettrait sans aucun

doute à son empire si nous nous mesurons avec le marché seul, car le marché mondial est plus fort que nous. Il nous accablerait par ces fluctuations de change accentuées et après nous avoir affaibli, il nous dominerait par la somme de ses marchandises au point de vue de la quantité et de la qualité.

Nous savons comment un trust capitaliste quelconque cherche à se préserver de l'influence des grandes fluctuations de l'offre et de la demande. Même un trust, étant presque dans la situation d'un monopole, ne se pose pas comme tâche de couvrir le marché entier de sa production à tout moment. Dans les périodes de grand essor, les trusts admettent souvent l'existence d'autres entreprises, font couvrir par celles-ci le surplus des demandes et se préservent ainsi de nouveaux versements de capitaux, à un moment dangereux. Ces entreprises non trustées sont alors les victimes d'une nouvelle crise; souvent ce même trust en fait l'acquisition pour presque rien. Le trust prépare ainsi une nouvelle évolution en s'appuyant sur des forces de production accrues. Si la demande dépasse de nouveau sa capacité de production, le trust recommence le même jeu. En d'autres termes les trusts capitalistes s'efforcent de ne garantir qu'une demande absolument assurée et s'étendent à mesure que celle-ci augmente, tandis qu'ils diminuent autant que possible les risques dus aux fluctuations des changes et les glissent à des entreprises de hasard qui remplissent pour ainsi dire le rôle de la réserve de production. Ce schéma n'est naturellement pas suivi toujours et partout, mais il est cependant typique, et nous nous en servons pour développer notre pensée. L'industrie socialisée représente « le trust des trusts ». Cet instrument de production gigantesque est bien moins qualifié qu'un seul trust capitaliste pour suivre toutes les courbes des demandes du marché. L'industrie de l'Etat réunie en un seul trust doit s'efforcer de couvrir une demande assurée par tout le développement précédent, en utilisant autant que possible la réserve capitaliste privée pour garantir la demande excédente momentanée, laquelle peut être suivie d'une nouvelle restriction du marché. Le rôle d'une réserve pareille est rempli par l'industrie privée intérieure, dont fait partie l'industrie « concessionnée », et par la masse de marchandises du marché mondial. C'est dans ce sens, justement, que nous avons parlé de l'importance régularisatrice du système du commerce intérieur et de la politique des concessions.

L'Etat importe tels moyens de production, telles matières premières, tels objets qui sont absolument nécessaires à la conservation, à l'amélioration et à